

DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

du 02 SEPTEMBRE 2015

Salle d'honneur de la Mairie à 20H00

Le compte-rendu des délibérations suivantes a été affiché à la porte de la Mairie le 07 septembre 2015.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 28 août 2015.

Présents : Le maire, Alain LORIGUET, Mme ADAM-NORMAND, M. ALLAIN, Mme PETITOT, M. THIBERT, M. BLUTEAU, Mme BONET, Mme JEANNERET, Mme TRUCHETET, M. VERNEREY, M. BARTHOD, M. COUVAL, Mme GAUTHIER, Mme HACQUARD, M. HEQUETTE, Mme MOUGNARD, M. TROUTIER, M. VALZER, M. VERNIER.

Absents excusés : Mme GUIBRET (pouvoir à Mme TRUCHETET)
Mme MORGADINHO (pouvoir à M. TROUTIER)
Mme GIGNET (pouvoir à Mme BONET)

Absent : M. GILLIARD

Monsieur Claude VERNEREY, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

Ordre du Jour

Affaires Générales

- ✍ 15.56 Proposition de modification des statuts du Grand Besançon
- ✍ 15.57 Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité
- ✍ 15.58 Don en numéraire – gens du voyage

Domaine de l'Animation des Sports et de la Culture

- ✍ 15.59 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec madame Christine BAVEREL
- ✍ 15.60 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec l'association Zumba Life
- ✍ 15.61 Projet de règlement interne des services périscolaires
- ✍ 15.62 Rythmes scolaires : convention de partenariat MJC/Commune de Thise

Domaine des Finances

- ✍ 15.63 Budget communal – décision modificative n° 3
- ✍ 15.64 Renégociation d'emprunts communaux – adoption d'un cadre d'intervention

Domaine de l'Urbanisme – Travaux - Environnement

- ✍ 15.65 Agenda d'Accessibilité Programmée

Domaine social

- ✍ 15.66 Recensement communal 2016 – nomination du coordonnateur communal

Domaines des Affaires Générales :

15-56 Proposition de modification des statuts du Grand Besançon

Le conseil de communauté de la CAGB s'est prononcé le 17 juin 2015 sur une modification de ses statuts. Cette délibération a été notifiée aux communes par courrier du 2 juillet 2015 et comporte les statuts modifiés et les explications afférentes.

Conformément à la réglementation, le conseil municipal est aujourd'hui invité à se prononcer sur cette modification, qui porte sur les points suivants :

1. Compétence Économie :

- Ajout de la compétence : « **Soutien au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche à travers des actions d'intérêt communautaire** »
- Modification (en gras) de la compétence relative aux infrastructures de réseaux :
« *Etude et participation à la réalisation d'infrastructures de réseaux **haut et très** hauts débits de télécommunication d'intérêt communautaire.*
*Actions de développement de l'utilisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC) à l'attention des **entreprises, administrations**, scolaires et du grand public* »

2. Compétence Sport

- Ajout de la compétence : « **Soutien aux clubs sportifs de haut niveau** ».

3. Compétence Habitat

- Modification de la compétence relative à l'accueil des gens du voyage :
« **Aménagement et gestion des équipements destinés à l'accueil et au stationnement des gens du voyage (aires d'accueil, aires de grand passage et terrains de délestage)**
Aménagement et gestion de solutions d'habitats destinées à la sédentarisation des gens du voyage (terrains familiaux, habitat spécifique) »
- Suppression de la compétence « Elaboration et suivi d'un observatoire du logement »

4. Compétence Environnement

- Modification de la compétence relative aux énergies renouvelables :
« **En matière d'énergies renouvelables :**
- **Soutien et actions de développement des énergies renouvelables,**
- **Création et gestion d'équipements d'intérêt communautaire** »
- Ajout de la compétence : « **Réalisation d'études sur l'amélioration de la connaissance environnementale du territoire, sur l'adaptation et la vulnérabilité énergétiques et écologiques du territoire face au changement climatique** ».

5. Compétence Transports

- Modification de la compétence Transports urbains : « **Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du code des transports, sous réserve de l'article L.3421-2 du même code** ».

6. Compétence Politique de la Ville

- Modification de la compétence Politique de la Ville :
« **En matière de politique de la ville dans la communauté :**
- **élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;**
- **animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;**
- **programmes d'actions définis dans le contrat de ville** ».

7. Autres modifications statutaires

- Suppression de la compétence : « *Prise en charge des participations communales sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement des collèges visées par l'article L.2321-4 du CGCT* ».
- Au sein de l'article 1 « composition et dénomination », les communes d'Auxon-Dessus et Auxon-Dessous sont remplacées par Les Auxons, suite à la création de la commune nouvelle.

En cas d'accord des communes dans les conditions de majorité qualifiée, les nouveaux statuts de la CAGB seront ensuite entérinés par arrêté préfectoral, pour une **entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016**.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal se prononce favorablement sur la modification des statuts de la CAGB exposée ci-dessus.

15-57 Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

→ Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;

→ Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1, L 3131-1 et L 4141-1 ;

→ Considérant que la commune de Thise souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture.

La méthode proposée par la préfecture aux communes intéressées repose sur un conventionnement d'un an reconductible fixant le cadre de dématérialisation. Il s'agit essentiellement de définir les types d'actes télétransmis et de renseigner les références du téléopérateur retenu.

Ainsi, le conseil municipal, à l'unanimité :

- décide de procéder à la télétransmission des actes au contrôle de légalité ;
- autorise le maire à signer un contrat de souscription avec un téléopérateur agréé par la préfecture du Doubs ;
- autorise le Maire à signer un contrat de souscription entre la collectivité et un tiers certificateur, pour la délivrance des certificats numériques.
- autorise le maire à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la préfecture du Doubs, représentant l'Etat à cet effet.

15-58 Don en numéraire – gens du voyage

Une communauté évangélique, représentée par le pasteur Chagrelle, installée illégalement du 28 juin au 5 juillet 2015 sur le site de l'aérodrome de Thise, a déposé en mairie un don en numéraire de 200 euros afin, selon elle, de dédommager la commune des sommes liées à sa consommation d'eaux et d'électricité.

Après constatation par la gendarmerie, une plainte a été déposée en date du 7 juillet 2015 pour vol de fluides.

En vertu du caractère illégal de l'installation de ce groupe, il est proposé au conseil municipal de refuser ce don en numéraire. Il est également proposé d'autoriser le maire à refuser tout don en numéraire, dès lorsqu'il y a installation illégale de gens du voyage sur la commune, c'est-à-dire en l'absence d'un conventionnement avec la Communauté d'Agglomération du Grand Besançon.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal valide cette proposition.

Domaine de la Culture, des Sports et des Loisirs

15-59 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec madame Christine BAVEREL

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la nécessité de passer une convention de mise à disposition de la salle multiactivités avec madame Christine Baverel, qui l'occupe pour ses cours de danse tous les mercredis de 14h00 à 21h de septembre 2015 à juin 2016.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité le conseil municipal :

- Accepte de louer la salle multiactivités à madame Christine Baverel moyennant une redevance annuelle de 750 €, payable par trimestre ;
- Autorise monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition de la salle fixant les conditions d'utilisation.

15-60 Convention de mise à disposition d'une salle communale avec l'association Zumba Life

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal de la nécessité de passer une convention de mise à disposition de la salle des fêtes avec l'association « Zumba Life », qui l'occupe pour ses cours de Zumba tous les mardis de 18h à 22h de septembre 2015 à juin 2016.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité le conseil municipal :

- Accepte de louer la salle des Fêtes à l'association « Zumba Life » moyennant une redevance annuelle de 1 000 €, payable par trimestre ;
- Décide d'insérer dans la convention une clause prévoyant que la commune reste prioritaire de l'occupation de la salle pour les élections municipales ;
- Autorise monsieur le Maire à signer une convention de mise à disposition de la salle fixant les conditions d'utilisation.

15-61 Projet de règlement interne des services périscolaires

Dans le souci de faire évoluer qualitativement les temps d'activités périscolaires (TAP) proposés par la commune, il est proposé de faire évoluer l'article 3.3 du règlement interne des services périscolaires relatif aux temps d'activités périscolaires.

Il est également proposé d'autoriser, en cas de situation particulière et après validation par l'autorité territoriale, la participation aux 3 services périscolaires au cours d'une même journée.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 21 voix pour et une contre, approuve le projet de règlement intérieur des activités périscolaires.

15-62 Rythmes scolaires : convention de partenariat MJC/commune de Thise

Monsieur le maire rappelle que depuis 2012, les élus mènent une réflexion continue autour des rythmes de l'enfant. C'est dans ce cadre que la Ville de Thise s'est engagée dès 2012 dans une large concertation où toute la communauté éducative a été invitée à plusieurs réunions d'échange et d'information.

Ces groupes de travail ont permis l'élaboration d'une proposition de consensus mettant en place des nouveaux temps d'apprentissage, d'éveil et de détente, applicable dès le mois de septembre 2014.

Dans la continuité d'un partenariat déjà bien établi, la municipalité a décidé de déléguer la gestion de ces nouveaux temps d'activités périscolaires (TAP) à la MJC Palente. La commande ainsi passée a instauré l'objectif de permettre à chaque enfant d'accéder à une offre scolaire, culturelle, sportive et de loisirs de qualité. L'année 2014/2015 a permis de roder le projet et d'adopter un cadre conventionnel adapté.

Il est donc proposé au conseil municipal de reconduire cette convention de partenariat existante, et d'instaurer un mécanisme de tacite reconduction. Il est entendu que la faculté de résiliation de l'une ou l'autre des parties est naturellement reconduite, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois.

Par ailleurs, Article 2 évolue afin de tenir compte des dernières évolutions, validées lors du dernier comité de pilotage. Il s'agit désormais, chaque jeudi, de traiter les différents thèmes de manière plus approfondie sur une durée de près de 2 heures et non plus 2 activités sur 1 heure chacune.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- Valide les termes de la nouvelle convention de partenariat MJC/commune de Thise.
- Autorise le maire à la signer, ainsi que tout document afférent.

Domaine des finances

15-63 Budget communal – décision modificative n°3

Monsieur le Maire propose l'ouverture des crédits suivants :

Travaux d'aménagement du cimetière :

Article budgétaire	Dépenses	
	Majoration	Minoration
Opération 46 : Cimetière - 2116 « Cimetière »	+ 5 000 €	
Opération 50 : maison Chevalier – 2315 « Immos en cours – inst. Techn. »		- 5 000 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal valide cette proposition.

15-64 Renégociation d'emprunts communaux - adoption d'un cadre d'intervention

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2122-21 et L. 2122-22 ;

Considérant l'importance qui s'attache à l'obtention d'une réduction des frais financiers que supporte la commune au titre des emprunts qu'elle contracte, ou qu'elle a contractés pour le financement de ses investissements ;

Considérant que sont désormais accessibles aux collectivités territoriales des techniques financières permettant de réaliser ces objectifs ;

Considérant que, du fait de la rapidité des évolutions constatées sur les marchés financiers, il est souhaitable de pouvoir mettre en œuvre ces techniques dans des délais aussi réduits que possible, afin d'en retirer l'efficacité maximale ;

Il est donc proposé au conseil municipal le cadre d'intervention suivant :

Article premier

Les opérations de renégociation incluses dans ce cadre d'intervention sont définies comme suit :

- réduction de la valeur nominale d'un taux ou de la marge appliquée à un index ;
- modification de la fréquence d'amortissement ;
- modification de la durée d'amortissement ;
- modification des conditions de remboursement anticipé.

Article 2

Une opération de renégociation peut porter simultanément sur un ou plusieurs des paramètres énumérés à l'article 1er, et peut être obtenue par tous moyens appropriés, et notamment :

- par application d'une clause contractuelle ;
- par avenant au contrat initial ;
- par remboursement anticipé et souscription d'un nouvel emprunt ;
- par rachat par un tiers du contrat initial ;
- par adoption d'un contrat de couverture de risque au moyen d'instruments tels que Swap ou CAP.

Article 3

Le maire est habilité à effectuer toute démarche, à signer tout document et à ordonnancer tout mouvement de fonds rendu nécessaire par des opérations de renégociation se situant à l'intérieur du cadre d'intervention défini aux articles 1er et 2 précédents, ainsi que 4 et suivant.

Article 4

Dans le cas où une opération de renégociation se traduirait par le remboursement anticipé d'un emprunt ancien, et la souscription d'un nouveau, les règles suivantes sont applicables :

- le montant de l'emprunt de substitution ne peut excéder celui du capital remboursé par anticipation, majoré des pénalités éventuelles,
- le refinancement de l'emprunt ainsi remboursé ne peut avoir pour effet d'augmenter les frais financiers qui auraient été dus, si celui-ci avait été amorti jusqu'à son terme (en cas de taux variable, c'est le taux appliqué à la dernière échéance qui sera retenu).

Article 5

Les inscriptions budgétaires, tant en dépenses qu'en recettes, rendues éventuellement nécessaires par l'application des dispositions qui précèdent, seront effectuées dès la première décision modificative intervenant après une opération de renégociation, et sur les crédits du même exercice sur lequel celle-ci aura été réalisée.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal adopte le cadre d'intervention relatif à la renégociation des emprunts communaux ci-dessus exposé.

Domaine de l'urbanisme, travaux, environnement

15-65 Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap)

I. Contexte

La Loi du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, dite « Loi handicap » place au cœur de son dispositif l'accessibilité du cadre bâti et des services à toutes les personnes handicapées.

Le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 a fixé un délai de 10 ans pour la mise en conformité des Etablissements Recevant du Public (ERP). Cette mise en conformité devant donc être effective avant le 1er janvier 2015.

Pour répondre au retard pris par de nombreux Maîtres d'Ouvrages dans la réalisation des travaux, le gouvernement a mis en place par voie d'Ordonnance N° 2014-1090 datée du 26 septembre 2014 l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).

Ce dispositif s'impose à tout Maître d'Ouvrage et/ou exploitant dont le patrimoine d'ERP ne répond pas au 31 décembre 2014 aux exigences d'accessibilité définies à l'article L.111-7-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le dépôt de l'Ad'AP auprès de l'Autorité Administrative (Préfecture ou Mairie selon les cas) devra intervenir dans un délai de 12 mois à compter du 26 septembre 2014.

Par délibération du 13 février 2015, la commune de Thise s'est donc engagée dans un groupement de commande afin recruter un bureau d'études spécialisé en accessibilité pour l'élaboration des Ad'Ap.

II. Synthèse des rapports techniques

Le prestataire retenu par le groupement est « QCS Services ». Le cabinet d'études a conduit son analyse lors d'une visite sur la commune les 10, 11 et 12 août 2015.

Les rapports techniques établissent, pour chaque bâtiment classé en « établissement recevant du public » (ERP) :

- un diagnostic d'accessibilité ;
- un calendrier de mise en œuvre des actions (2016 à 2018) ;
- une liste de dérogations à envisager.

En voici la synthèse :

LOCAL	Estimation financière	Année de programmation			DEROGATION	OBSERVATIONS
		2 016	2 017	2 018		
MAIRIE	34 845	4 000	3 845	27 000	X	Opportunité d'une extension du bâtiment en RDC ?

LA POSTE	3 350	Travaux pris en charge par la poste				
GYMNASE	24 350	7 490	8 500	8 360	X	
AMITIE	13 010	11 680	1 330	0		
GROUPE SCOLAIRE	29 380	11 690	12 300	5 390	X	Nécessité d'une réorganisation des classes
ACCUEIL DE JOUR	3 930	3 830	100	0		
EGLISE	3 340	3 340	300	0	X	
PRESBYTERE	17 970	4 510	10 200	3 260	X	Délocalisation ponctuelle des activités du 1er étage
CENTRE VICTOR HUGO	11 210	4 630	6 580	0	X	Délocalisation des activités du 1er étage
SALLE MULTI-ACTIVITES	2 050	2 050	0	0	X	Suppression des 2 douches
MILLE-CLUB	14 480	0	0	14 480		Bâtiment obsolète - réflexion à mener
TENNIS COUVERT	15 650	9 150	6 500	0		
BAR DE L'AERODROME	29 800	0	0	29 800		A voir dans le cadre de la restauration des hangars
TOTAL	203 365	62 370	49 655	88 290		

Il est entendu que les dérogations sont à solliciter essentiellement en considérant les 3 motifs suivants :

- disproportions manifestes entre les améliorations apportées et leurs conséquences ;
- conséquences excessives sur l'activité économique de l'établissement (délocalisation des salles par ex.) ;
- impossibilités techniques résultant de la structure même du bâtiment.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- Approuve le tableau récapitulatif ci-dessus ;
- Valide l'estimation financière du projet et son calendrier de réalisation ;
- S'engage à inscrire au budget les crédits nécessaires ;
- Autorise le maire à solliciter les dérogations auprès de la préfecture du Doubs.
- Autorise le maire à déposer une demande de délai complémentaire (délai légal de 3 ans), dans le cas où les dérogations ne seraient pas accordées ;
- Autorise le maire à déposer l'Ad'AP auprès de la préfecture du Doubs.

Domaine social

15-66 Recensement communal 2016 - nomination du coordonnateur communal

Monsieur le Maire informe que le prochain recensement aura lieu de janvier à février 2016. Il indique qu'il nécessite la nomination d'un coordonnateur communal, qui sera l'interlocuteur privilégié de l'Insee pendant la campagne de recensement. Ses missions consistent en particulier à assurer l'encadrement des agents recenseurs, mais aussi la préparation et le suivi en continu de la collecte.

Monsieur le Maire propose que M. Loïc ALLAIN, Adjoint aux affaires sociales, soit désigné coordonnateur communal. Il est précisé que sa désignation se fera par arrêté du Maire.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal valide cette proposition.

L'ordre du jour étant épuisé la séance du 02 septembre 2015 est levée à : 20h00.

RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	n° 15-56	Proposition de modification des statuts du Grand Besançon Unanimité
♦ Délibération	n° 15-57	Télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité

		Unanimité
♦ Délibération	n° 15-58	Don en numéraire – gens du voyage Unanimité
♦ Délibération	n° 15-59	Convention de mise à disposition d'une salle communale avec madame Christine BAVEREL Unanimité
♦ Délibération	n° 15-60	Convention de mise à disposition d'une salle communale avec l'association Zumba Life Unanimité
♦ Délibération	n° 15-61	Projet de règlement interne des services périscolaires 21 voix pour, une contre
♦ Délibération	n° 15-62	Rythmes scolaires : convention de partenariat MJC/commune de Thise Unanimité
♦ Délibération	n° 15-63	Budget communal – décision modificative n°2 Unanimité
♦ Délibération	n° 15-64	Renégociation d'emprunts communaux - adoption d'un cadre d'intervention Unanimité
♦ Délibération	n° 15-65	Agenda d'Accessibilité Programmée Unanimité
♦ Délibération	n° 15-66	Recensement communal 2016 - nomination du coordonnateur communal Unanimité

SIGNATURES :

Marie ADAM-NORMAND		Loïc ALLAIN	
Bernard BARTHOD		Christian BLUTEAU	
Brigitte BONET		Damien COUVAL	
Marie-Claude GAUTHIER		Cécile GIGNET	XXXXXXXXXXXXXX
Jean-Claude GILLIARD	XXXXXXXXXXXXXX	Laurence GUIBRET	XXXXXXXXXXXXXX
Sophie HACQUARD		Thibaut HEQUETTE	
Sylvie JEANNERET		Alain LORIGUET	
Manuela MORGADINHO	XXXXXXXXXXXXXX	Martine MOUGNARD	
Marie-Pierre PETITOT		Philippe THIBERT	
Denis TROUTIER		Geneviève TRUCHETET	
Claude VALZER		Claude VERNEREY	
Nicolas VERNIER			